

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Le RDP revendique une "originalité particulière"

C'EST l'un des enseignements tirés de la conférence de presse animée le week-end dernier à Libreville, par son président Joé Royembo. Non sans exprimer son ambition pour les échéances électorales à venir.

CM
Libreville/Gabon

Le landerneau politique gabonais vient de s'enrichir d'un nouveau parti politique. Il s'agit du Rassemblement pour une dynamique populaire (RDP). Créé en 2019, c'est samedi passé que les responsables de cette structure qui se veut "centriste, progressiste et libérale" ont réellement effectué leur sortie officielle. À la faveur d'une conférence de presse organisée dans un restaurant de Libreville.

Pourquoi un nouveau parti politique alors que le pays en compte déjà une cinquantaine de tous bords? "Parce que le Gabon a besoin d'un souffle nouveau", a répondu le président du RDP, Joé Royembo, principal animateur de ladite conférence de presse. "Je ne voudrais pas minimiser les partis qui existent déjà, mais je pense que le RDP a une originalité particulière: en plus de proposer aux Gabonais des réformes politiques, économiques, culturelles, et sociales ambitieuses, (...) le RDP milite



Photo: CM
Les responsables du RDP, dont le président Joé Royembo au centre.

pour un avenir plus juste, plus équilibré, plus stable, qui mettra la famille et la jeunesse au cœur du développement", a-t-il ajouté.

Mais aussi, pour "un avenir qui favorisera l'épanouissement de notre économie tant fragilisée et meurtrie". Le RDP rêve par ailleurs d'un "plan de décentralisation des plus ambitieux, favorisant ainsi un développement

national équilibré", a poursuivi son président.

Né à Port-Gentil, Joé Royembo est diplômé de l'Institut national des sciences et gestion du Gabon. Il a autrefois milité au Rassemblement Héritage et Modernité (RHM) où il fut représentant des jeunes. Il a été candidat aux dernières élections législatives dans le 4e arrondissement de Libreville.

MDM: formalisation des instances locales

ENA
Libreville/Gabon

Le parti "Mon destin en main" (MDM), les choses se sont véritablement emballées à partir des rencontres avec la base à travers la formalisation des instances locales, le 6 mars 2021 dernier, dans les quartiers de Libreville. Cette intensification de la présence de ce jeune parti était l'une des récentes résolutions des instances dirigeantes en vue d'étoffer son rayonnement dans la plus grande ville du pays, avant d'étendre son action dans toutes les provinces. MDM semble avoir le vent en poupe, au regard de l'intérêt qu'il suscite au sein de l'opinion, comme on a pu le relever aussi bien aux Cocotiers qu'à Sotega, les deux quartiers qui étaient à l'honneur samedi dernier où le directoire a pu échanger avec les populations de ces circonscriptions administratives.

Le secrétaire exécutif de "Mon

destin en main", Fernand Angoué-Obame, a invité les responsables des cellules locales à se rapprocher de plus en plus des populations afin de leur expliquer le concept qu'incarne MDM. Une idée qui fait de la proximité son cheval de bataille et des "échanges au corps de garde" son mode d'action. Sur cette même lancée, il devait enjoindre les uns et les autres "à se lever pour que demain soit meilleur qu'aujourd'hui".

D'où il a requis l'efficacité des concertations avec les populations qui doivent se faire dans les sièges locaux où sont débattues et examinées les doléances sociales. Ces doléances ont effectivement été présentées par les responsables de cellules dont le président François d'Assise Obame-Abessolo (Cocotiers) qui a énuméré au directoire du parti les difficultés qu'ils rencontrent: absence d'aires de jeux pour les enfants, d'éclairage public, insuffisance dans la scolarisation des enfants, chômage...

Erratum

**Il fallait lire :
Rose Christiane
OSSOUKA RAPONDA,
au lieu de Rose Francine
OSSOUKA RAPONDA
comme écrit dans
l'édition du 08 mars.**

**Toutes nos excuses à
Mme le Premier Ministre
et à nos lecteurs.**



Photo: DR

Miroir du gouvernement

Détermination affichée

COMMENT le gouvernement entend lutter contre les discriminations faites aux femmes? Dans une tribune parue hier, dans nos colonnes, à l'occasion de la commémoration de la Journée internationale des droits des femmes, la Première ministre, Rose-Christiane Ossouka-Raponda, a indiqué la marche qu'entend suivre son équipe. D'autant que, en dépit des progrès réalisés dans notre pays depuis de nombreuses années en matière de droit des femmes, ces dernières subissent encore un certain nombre de discriminations.

Une triste réalité qui constitue, "entre autres, le sens de l'engagement et de l'action du gouvernement". Lequel compte en venir à bout "à travers la modernisation de notre corpus juridique", de manière "à répondre à des problé-

matiques actuelles concernant les femmes". De manière concrète, a laissé entendre la cheffe du gouvernement, son équipe s'attelle à concevoir et à élaborer des projets de loi visant à proposer "de généraliser l'éducation à l'égalité, de renforcer la prise en charge médico-sociale des femmes, d'assurer une justice plus protectrice. En définitive, de poser plus concrètement les fondements de l'égalité. Des projets de loi qui, pour la première fois, détermineront les principes et les objectifs d'une approche intégrée de l'égalité, s'appuyant sur des mesures spécifiques fortes. Celles-ci concernent notamment la lutte contre la déscolarisation précoce des jeunes filles avant l'âge de 16 ans, l'obligation de prendre en charge sans délai les victimes de violences, la gratuité du certificat médical délivré par

les professionnels de santé, ou encore l'autorisation de divorce par consentement mutuel".

Un vaste programme qui mériterait d'être matérialisé, à plus d'un titre. Car, après tout, comme l'a indiqué le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, "ce qui compte, ce sont les actes et, plus encore, les résultats (...)". Bref, il revient donc au gouvernement de passer de la parole à l'acte.

En tout cas, Rose-Christiane Ossouka-Raponda s'y est engagée. "C'est l'engagement du gouvernement, et c'est ma ferme détermination, non seulement, en tant que femme, mais aussi, en tant que Première ministre", a-t-elle fait valoir.

J.KOMBILE MOUSSAVOU